

En Turquie, les intellectuels libéraux ont-ils joué les « idiots utiles » des islamistes ?

lundi 6 janvier 2014, par [Ariane Bonzon](#)

Il y a dix ans, ils voyaient d'un œil favorable l'arrivée au pouvoir de l'AKP de Recep Tayyip Erdoğan, supposée transformer le système politique et rapprocher la Turquie de l'Europe. Enquête sur un drôle d'attelage qu'ont probablement coulé les manifestations du printemps dernier et les récentes affaires de corruption.

C'était le mariage de la carpe et du lapin. Culturellement et socialement, tout opposait les intellectuels turcs « libéraux » (*de gauche ou de droite*), agnostiques voire athées, occidentalisés, pro-européens, et les islamo-conservateurs. Or, l'alliance informelle qui les a réunis pendant près de dix ans s'est avérée vitale et décisive pour le Premier ministre [Recep Tayyip Erdoğan](#), au pouvoir depuis 2003, et son [Parti de la justice et du développement \(AKP\)](#).

Ces intellectuels libéraux ont joué un rôle largement plus important que peut ne le laisser croire leur petit nombre et leur poids électoral. Ils ont permis à l'AKP de se construire l'image d'un parti post-islamiste, libéral, démocrate et réformiste. Ils ont légitimé les islamo-conservateurs en rassurant les classes moyennes supérieures occidentalisées ainsi que les hommes d'affaires, politiques, diplomates et journalistes en Europe et aux États-Unis.

La répression violente des [manifestations de mai et juin 2013](#) puis [les dernières affaires de corruption et la volonté de les étouffer au plus haut niveau de l'État](#) ont sans doute définitivement coulé l'embarcation commune, qui prenait déjà largement l'eau mais à laquelle un petit carré d'irréductibles restait encore arrimé.

Pourquoi ces libéraux ont-ils tant tardé à dénoncer les dérives du pouvoir islamo-conservateur ? Et finalement, n'ont-ils pas été, comme le furent dans les années 50-60 certains intellectuels de gauche à l'égard du régime soviétique, les « *idiots utiles* » de l'AKP et d'Erdoğan ?

Culpabilité envers les « *culs-terreux* »

Lorsque [l'AKP arrive au pouvoir fin 2002](#), l'atmosphère est à l'ouverture. Depuis plusieurs années, des coalitions gouvernementales instables se succèdent. Hégémonique avec sa large majorité absolue au Parlement (*malgré un score de « seulement » 34% des voix*), l'AKP est lui-même une coalition, qui va du centre droit aux ultra-nationalistes de droite.

Pour sortir de la crise de 2001, de profondes réformes financières et bancaires ont été lancées par le précédent ministre de l'Économie, Kemal Derviş. Le gouvernement AKP les poursuit et Recep Tayyip Erdoğan paraît convaincant quand il déclare qu'il veut faire entrer la Turquie dans l'Union européenne, rassurant la principale organisation patronale, la Tusiad, qui joue aussi le jeu. En outre, de nombreux libéraux se disent alors qu'il y a peut être un espoir que l'AKP parvienne à un accord de paix avec les Kurdes.

« *Ce que beaucoup d'entre nous espéraient, raconte l'économiste Dani Rodrik, enseignant à Harvard, c'est qu'Erdoğan et l'AKP deviennent une force authentiquement démocratique –certes conservatrice et teintée d'islam, mais une force d'ouverture et de démocratie.* »

Et puis, l'élite de gauche occidentalisée se sent un peu coupable vis-à-vis de ces « *culs-terreux* », comme on surnomme dans les beaux quartiers d'Istanbul ces Anatoliens qui arrivent au pouvoir. Elle a mauvaise conscience à l'égard de ces conservateurs dont est issu le Premier ministre, pieux et modestes, dont on moque les filles voilées et qui ont été privés de nombreuses libertés religieuses sous la poigne de fer de l'establishment militaro-laïque.

« *L'AKP représentait cette majorité de la population qui avait été exclue de la modernisation et méprisée. On s'est dit qu'il fallait leur donner une chance. Je viens d'un milieu privilégié et occidentalisé, mais en bon sartrien, j'ai jugé légitime de trahir ma classe. J'ai donc voté pour eux et les ai soutenus* », raconte le politologue et ancien haut fonctionnaire à l'Unesco [Ali Kazancigil](#).

« *Il y a aussi cette idée répandue chez ces intellectuels que l'AKP au pouvoir, c'est la revanche du « vrai » peuple, et que la transformation ne peut venir que du vrai peuple* », résume [Alican Tayla](#), enseignant en relations internationales à Paris-XIII.

Une perspective qui n'a pas effleuré une minute le très francophone et francophile [Erol Özkoray](#), ancien publicitaire et éditeur. Dès le 11 décembre 2002, un mois après les élections, [il assimile la victoire électorale de l'AKP à une « contre-révolution »](#) dans les colonnes de Libération. « *Des collègues et la plupart de mes copains m'en ont voulu à mort, se souvient-il aujourd'hui. Une amie universitaire s'est écriée : "Comment as-tu osé écrire cela, tu ne peux pas leur laisser une petite chance, au moins ?" Et depuis, elle ne m'a plus jamais adressé la parole.* »

Un ennemi commun, l'armée

Surtout, ces intellectuels libéraux partagent un ennemi commun avec les islamistes : l'armée. Comme ces derniers, certains, étudiants et militants de gauche, ont été arrêtés, torturés et emprisonnés durant [le coup d'État militaire de 1980](#).

En 2007, l'état-major est encore tout puissant, menant avec l'establishment sécuritaire et laïque [une tentative de déstabilisation de Recep Tayyip Erdoğan](#). Mais l'AKP l'emporte : pourvu d'un second mandat [avec une majorité renforcée](#) (près de 47% des suffrages en 2007) et soutenu par l'Union européenne, le gouvernement lance l'offensive « [Ergenekon](#) » contre la tutelle des militaires sur la politique.

Dès lors, les intellectuels libéraux soutiendront comme un seul homme les arrestations et procès menés contre des dizaines d'officiers. Et ils ne seront pas très regardants sur le déroulé de la procédure. Si, en 2009, [Samim Akgönül](#), maître de conférences à l'université de Strasbourg, [écrit dans le quotidien de centre gauche Radikal](#) qu'en dépit des réelles tentatives de coup d'État, Ergenekon constitue une opération de purge des opposants, les articles de fond sur les nombreuses irrégularités et falsifications de preuves sont en revanche alors rarissimes.

Un de ces intellectuels auprès duquel j'évoquais à l'époque ces manipulations policières stoppa net la conversation, qualifiant les informations que je m'étais procurées d'un retentissant « *Bullshit* » ! (*elles sont désormais avérées*). Une autre fois, c'est le journaliste Mehmet Altan qui répondit ainsi à mes doutes :

« *Je t'assure qu'il n'y aucun doute, il y a eu une tentative de coup d'État, et c'est ça qui importe.* »

Dani Rodrik explique avoir contacté un certain nombre de ces intellectuels au début de [l'affaire Balyoz](#), l'une des purges menées dans le cadre d'Ergenekon, qui visait entre autres son beau-père, le général [Çetin Doğan](#) :

« *Je ne cherchais pas leur sympathie pour Çetin Doğan ou pour les autres accusés. Je voulais qu'ils voient ce qui se passait vraiment dans ces procès. Mais ils n'étaient pas du tout intéressés. C'était comme si je leur parlais d'un autre pays, pas de la Turquie.* »

Rien n'avait d'importance pour eux, ni la façon massive dont le processus était sapé, ni l'énormité de la fabrication de preuves. Rien ne pouvait leur enlever l'idée de la tête que tous ces hommes étaient coupables et que ces procès étaient une bonne chose. »

La fin justifiait les moyens. Plusieurs centaines d'officiers sont alors mis sous les verrous, la hiérarchie militaire décapitée et l'armée est renvoyée dans ses casernes.

Les intellectuels libéraux n'auraient-ils pas dû accorder, à partir de 2007, autant d'importance au déroulé de ces procès qu'à leur verdict ? N'ont-ils pas sous-estimé les conséquences politiques de ces procédures bancales ?

Si aujourd'hui, Recep Tayyip Erdoğan et son entourage interviennent aussi facilement pour entraver les enquêtes lancées contre eux pour corruption, c'est peut-être parce que la justice a toujours été manipulée par le pouvoir politique en Turquie, et cela bien avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, mais aussi parce qu'à l'occasion des procès contre les militaires, les intellectuels libéraux n'ont pas été assez critiques. L'Afrique du sud, avec la [Commission de vérité et réconciliation](#), a montré l'importance d'une justice équitable dans le cadre d'une transition.

Le pont de la néo-confrérie Gülen

Mais ce silence des libéraux puise ses racines ailleurs. Durant ces procès, c'est en effet en partie des hommes proches de [la néo-confrérie Gülen](#), le puissant mouvement sociétal et religieux récemment mis en cause par Erdoğan, qui sont à la manœuvre dans la police et la justice, en accord avec le Premier ministre.

Or, un grand nombre de ces intellectuels libéraux sont en contact étroit avec ce mouvement, soit qu'ils écrivent dans sa presse, soit qu'ils interviennent sur ses chaînes de télévision. Il leur arrive aussi de participer à des débats ou aux voyages organisés, en Turquie comme à l'étranger, par la plate-forme Abant, affiliée à la néo-confrérie quoique bénéficiant d'une certaine autonomie.

« *Compagnons de voyage* » du mouvement Gülen, ces intellectuels libéraux trouvent là une tribune, un espace pour débattre de nombreux sujets tabous (*laïcité, génocide arménien, libertés religieuses, etc*) dans l'espoir de faire « *avancer la démocratie turque* ». Sans être membres de la néo-confrérie, ils sont poussés en avant par cette dernière et acquièrent ainsi une reconnaissance à l'étranger, ou en Turquie de la part d'un auditoire plus populaire, qui jusque-là pouvait leur échapper. La néo-confrérie n'est pas la seule à organiser forums et rencontres mais se distingue par ses moyens financiers, son réseau international et l'engagement dévoué de sa base.

Grâce au mouvement Gülen, ces intellectuels peuvent aussi espérer établir le contact, au début en tout cas, avec le cercle étroit qui entoure Recep Tayyip Erdoğan. « *C'est donnant-donnant, explique l'économiste Eser Karakaş, la Cemaat [la communauté, autre nom donné au mouvement Gülen, ndlr] m'a utilisé et moi je l'ai utilisée. Nous les libéraux avons profité de la plate-forme Abant pour démocratiser la Turquie.* » Et les libéraux ont parfois aidé la galaxie islamiste turque, au début en tout cas, à formuler ses idées, concepts et programmes de telle sorte que les milieux occidentaux, dont ils connaissaient les codes et les langues, les adoptent.

Certains intellectuels ont refusé de travailler avec la néo-confrérie, mais un grand nombre ont accepté. Ils ont donc été tirillés entre leur participation aux activités et initiatives nombreuses et plutôt progressistes du mouvement Gülen et les accusations dont celui-ci a été l'objet, par exemple de la part des journalistes [Ahmet Sik](#) et [Nedim Sever](#), qui seront arrêtés et incarcérés pour le seul motif d'avoir dénoncé des activités supposées plus occultes du mouvement.

Enfin, nombre de ces intellectuels sont des économistes (*c'est le cas de Eser Karakas, Cengiz Aktar, Ahmet Insel...*) qui voient d'un bon œil, avec l'AKP, la croissance être au rendez-vous et les investissements étrangers se multiplier. Et dans la montée en puissance d'une nouvelle bourgeoisie musulmane, conservatrice et entrepreneuriale, une chance déterminante pour la démocratisation du pays.

Déchirements du référendum de 2010

Finalement, c'est avec [le référendum constitutionnel de 2010](#) que les intellectuels libéraux vont s'entredéchirer. Les électeurs doivent se prononcer en bloc sur une série d'amendements, les uns positifs, tels que la poursuite judiciaire des auteurs du coup d'État militaire de 1980 ou l'indépendance de la justice face à la bureaucratie et l'establishment ; les autres plus discutables, puisque la majorité politique obtient une tutelle sur certaines nominations judiciaires.

Deux camps s'opposent. D'un côté, ceux qui prônent l'abstention, trouvent insuffisants ces amendements constitutionnels et ne veulent pas offrir une victoire au Premier ministre, dont les dérives autocratiques sont de plus en plus perceptibles. De l'autre ceux, tels [Murat Belge](#), [Baskin Oran](#) ou Ahmet Insel, qui appellent à voter « *Yetmez ama, evet* » (« *Oui, mais ce n'est pas assez* »). Les échanges tournent parfois au pugilat. Certains amis ne se parlent plus.

Alican Tayla accuse carrément certains des intellectuels libéraux de « *malhonnêteté intellectuelle* » pour, « *un mois après avoir appelé à voter oui, avoir crié au scandale quand le gouvernement a procédé à la recomposition des hauts conseils à la magistrature. Mais c'est pour obtenir ce blanc-seing qu'Erdoğan avait lancé ce référendum, tout le monde le savait !* »

« *Nous avons été critiqués à outrance, en particulier par les « gauchistes », explique le sociologue [Ferhat Kentel](#). Ils nous ont traités de marionnettes, nous ont accusés d'avoir été achetés par l'AKP. J'ai voté oui parce que je pense que les avancées sont toujours bonnes à prendre.* »

Le oui l'emportera finalement par 58% des voix, avec plus de 77% de participation. « *Finalement ce vote n'a pas servi à grand-chose : on attend toujours une vraie nouvelle constitution* », conclut [Özgür Mumcu](#), juriste à l'Université Galatasaray.

Tous ne soutiennent pas les manifestants

En mai et juin 2013, plus de 2 millions de manifestants descendent dans la rue contre l'intrusion du gouvernement dans la vie privée, des femmes et des jeunes tout particulièrement, et ses dérives autoritaires. La répression est violente, faisant plusieurs morts et des milliers de blessés.

Un grand nombre, mais pas tous, de ces intellectuels libéraux sont aux côtés de la protestation et se montrent à la « *commune de Gezi* », tels Samim Akgönül, Cençiz Aktar, Ahmet Insel ou encore l'éditeur Ragip Zarakolu.... D'autres sont plus silencieux.

Aujourd'hui, Ferhat Kentel soutient toujours l'AKP : « *A mes yeux, il représente des forces sociales qui révolutionnent le pays, et puis je n'ai plus peur d'être assassiné dans la rue parce que je parle du voile, du génocide arménien ou des Kurdes* », m'expliquait-il en octobre 2013 dans son bureau de l'université de Sehir, fondée par le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu. « *Cela ne m'empêche pas de penser que les attitudes et comportements d'Erdoğan nuisent terriblement à la démocratie, même s'il agit aussi de postures électorales.* »

Et, invoquant l'élimination des robespierristes lors de la Révolution française à titre de comparaison, il précise :

« *La révolution de l'AKP est terminée ; les islamistes de l'AKP vivent leur [Thermidormaintenant](#).* »

Aucun de la trentaine de ces intellectuels libéraux que j'ai interviewés ne semble regretter d'avoir donné une chance à l'AKP. Pas question sans doute de conforter l'autre camp, celui des « *kémalistes laïcards* », disent-ils, qui, depuis le début, accuse l'AKP d'avoir un agenda caché pour islamiser le pays.

« *C'est l'AKP et Erdoğan qui ont changé, pas moi* », se justifie [Ragip Zarakolu](#), condamné à une amende

en 2008 pour avoir soutenu la reconnaissance du génocide arménien, puis détenu de 2011 à 2012 pour son engagement en faveur de plus de décentralisation et d'autonomie pour les Kurdes. « *On pensait que l'AKP allait transformer le système, mais il s'est approprié les outils du même système, il s'est accaparé l'appareil idéologique* », [regrette Samim Akgönül](#).

Le politologue [Halil Karaveli](#) n'est pas d'accord. Selon lui, en invoquant le « système », c'est-à-dire la pérennité de l'appareil d'État, les libéraux n'assument pas leurs responsabilités : « *Il n'est pas complètement inconcevable que l'AKP aurait pu poursuivre sur une ligne réformiste et modérée si l'intelligentsia libérale avait joué un rôle modérateur idéologiquement plutôt que d'encourager l'attitude intransigeante du parti vis-à-vis de l'opposition laïque* », [écrivait-il en 2008](#).

Limogés des journaux pro-AKP dès qu'ils émettent une critique de trop, ou pratiquant l'autocensure, les libéraux ont réalisé que pour Recep Tayyip Erdoğan, leur heure est passée. Le Premier ministre turc semble ne plus vouloir s'embarrasser de ces intellectuels stambouliotes qui n'appartiennent à aucun des deux camps et agacent parfois ses partisans.

« *Les prochaines années ne correspondront pas à ce que veulent les libéraux [...] qui ont marché avec nous jusqu'ici. Ils vont être les partenaires de nos adversaires car la Turquie que nous allons construire ne représente pas un futur qu'ils peuvent accepter* », [déclarait placidement Aziz Babuşçu, le responsable de l'AKP à Istanbul, en avril 2013](#).

Cette logique de la polarisation rend les libéraux amers, car ils ne trouvent pas non plus leur place dans le camp kémaliste opposé à l'AKP. Et c'est sans doute pourquoi aucun ne dit qu'il s'est trompé en soutenant le parti d'Erdoğan, et encore moins qu'il a été un « idiot utile ». « *C'était un mal nécessaire, m'ont déclaré la plupart d'entre eux. L'AKP était un passage obligé pour que la Turquie s'émancipe de la tutelle militaire.* »

Sources

[En Turquie, les intellectuels libéraux ont-ils joué les « idiots utiles » des islamistes ?](#)

Slate.fr - Ariane Bonzon - samedi 4 janvier 2014